

UNE GROSSE QUANTITÉ DE KIF ET PLUS DE 5 MILLIARDS DE CENTIMES SAISIS  
PAR LES GENDARMES D'ALGER ET EL-TARF

Un réseau national de trafic de stupéfiants démantelé

**Un important réseau de trafic de stupéfiants activant entre la ville de Besbès dans la wilaya d'El-Tarf dans l'extrême Est du pays et la ville de Ouled Chebel dans la périphérie de la capitale a été démantelé.**

Dans cette affaire, 8 personnes dont une femme sont impliquées. Les membres de ce réseau ont été inculpés par le procureur du tribunal de Drean (El-Tarf) pour trafic de stupéfiants, constitution de bande de malfaiteurs, blanchiment d'argent, détention illégale d'armes de guerre et complicité. Deux

d'entre eux sont sous mandat de dépôt, la dame est sous contrôle judiciaire et les cinq autres sont activement recherchés.

Selon le communiqué de la cellule de communication du Commandement général de la Gendarmerie nationale, cette affaire a commencé lors d'un bar-

rage de contrôle routinier, que les gendarmes de Besbes ont dressé sur le chemin de wilaya (CW) numéro 129. A la vue des militaires en faction, Z. H., 41 ans, originaire de la ville de Annaba, qui circulait à bord d'une Renault Symbol a tenté de faire demi-tour et fuir. Manque de chance, dans sa fuite éperdue, Z. H. a été victime d'un accident de la circulation et sa voiture s'est renversée. Bien entendu cette situation n'a pas laissé les gendarmes placides. En fouillant le véhicule, ils ont trouvé

91,500 kg de kif traité et 650 comprimés de psychotropes. C'est à partir de et cette découverte que l'enquête a démarré.

Par extension des compétences, les gendarmes de Besbès ont poursuivi leurs investigations avec leurs collègues de Ouled Chebel où ils ont arrêté R. B., 58 ans et son épouse. Au domicile de ce couple de délinquants, les enquêteurs ont mis la main sur 1 quintal et 93 kg de kif traité, une fortune en numéraires, estimée à 5 milliards

et 250 millions de centimes ainsi que 700 Euros. De plus, les gendarmes ont saisi une arme (PA) avec des munitions et une grenade.

La liste des saisies n'est pas encore close puisque, outre le matériel, l'argent et les drogues cités plus haut, elle comprend, selon le communiqué de la cellule de communication, deux véhicules (Mercedes et VW Golf), des caméras, des micros et des téléphones portables.

Abachi L.

DRAME À RAFFOUR (BOUIRA)

Un mort, cinq blessés et trois véhicules calcinés dans une station de lavage

**Un drame s'est produit hier aux environs de 14 heures 30 minutes au niveau de la station de lavage sise à la sortie est de la ville de Raffour, dans la commune de M'chedallah, à 50 kilomètres à l'est de Bouira, causant la mort d'un agent d'entretien, mort calciné, la blessure de cinq autres agents ainsi que l'incendie de trois véhicules.**

D'après les informations concordantes que nous avons pu recueillir, le drame se serait produit suite à un court-circuit dans le véhicule de marque Toyota que l'agent d'entretien venait de laver. Pour des raisons dont seule l'enquête pourra élucider, le véhicule

a pris feu et a explosé juste après l'activation du démarreur par l'agent, qui voulait faire déplacer le véhicule.

L'explosion, qui a tué sur le coup l'agent, a soufflé complètement les murs de la station de lavage et l'incendie s'est vite pro-

pagé sur deux autres véhicules qui se trouvaient à l'intérieur et qui ont également explosé. Cinq agents d'entretien qui se trouvaient sur les lieux, ont été touchés différemment par ces trois explosions.

Au niveau de l'hôpital de M'chedallah, après leur évacuation, outre l'agent décédé dont le corps a été transféré vers la morgue, quatre blessés ont été évacués vers d'autres hôpitaux, pour la gravité des blessures, alors que le cinquième blessé, dont l'état est jugé stable, est

gardé en observation sur place. En tout état de cause, une enquête est ouverte par les éléments de la gendarmerie pour élucider les véritables circonstances de ce drame qui aurait pu être catastrophique puisque la station de lavage se trouvait à l'intérieur d'une pompe à essence, que les éléments de la Protection civile ont vite fait de protéger les cuves pleines de carburants, en créant un bouclier face à l'incendie des trois véhicules avant leur extinction.

Y. Y.

AHMER-EL-AÏN (TIPASA)

Violences sur fond de contestations citoyennes

**Les axes routiers menant à la ville de Ahmer-El-Aïn ont été fermés par des citoyens depuis la matinée d'hier.**

Les axes routiers de la RN 42 en provenance d'El Affroun vers l'est de la ville de Ahmer-El-Aïn et celui provenant de l'ouest à partir de Bourkika ont été fermés à la circulation à l'aide de barricades, de troncs d'arbres et de pneus enfumés en vue de paralyser toute circulation en direction et en provenance de Ahmer-El-Aïn.

Les raisons de ce tumulte sont appréciées diversement. «C'est une décision de fermeture de l'unique station d'essence de la ville qui a mis le feu aux poudres», affirme M. DJ. B., un natif de la ville en poursuivant «les automobilistes, las de se déplacer ailleurs pour se ravitailler en carburant ont manifesté violemment leur mécontentement». Quant à M. B. L., un confrère résidant dans cette ville, il est formel «la voie nord-ouest de la ville menant à l'agglomération les Cinq Chouhada a aussi été fermée. Les citoyens, déçus d'attendre la construction des 300 logements promis ont préféré passer à l'acte et fermer cette route

nord-ouest». M. Rahal, le propriétaire de la station d'essence fermée nous révèle «on a fermé arbitrairement ma station, en instruisant Naftal de ne plus me livrer. J'ai saisi la justice et mon avocat. Mais en attendant , j'ai plusieurs jours de perte sèche et mes agents sont réduits au

chômage». M. A. Lahoual, le P/APC de Ahmer-El-Aïn, s'est excusé en reportant notre entrevue à une date ultérieure. A l'heure où nous écrivons, les voies d'accès à la ville sont toujours fermées. Une affaire à suivre.

L. H.

MÉDÉA

Démantèlement d'un réseau de CD obscènes et licencieux contrefaits

**La brigade économique et financière ainsi que la police judiciaire de la wilaya de Médéa ont procédé récemment au démantèlement d'un réseau de contrefaçon de CD et DVD, selon l'information rendue publique dernièrement par un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de Médéa.**

Selon ce communiqué, plus de 1 000 CD/DVD contrefaits ont été découverts au sein d'un magasin de revente. Cependant, ce communiqué précise que le plus grave dans cette découverte, c'est que plus de 100 DVD à caractère obscène et licencieux ont été mis en circulation sans aucun scrupule.

Selon une source parvenue du quartier Msala de Médéa, des citoyens de la ville de Médéa ayant appris la nouvelle furent outrés et révoltés contre le revendeur qui bien qu'arrêté, fut mis à l'index. Le résultat de la descente policière a permis, en outre, de saisir des centaines de pochettes pré-imprimées et des DVD à caractère obscène et licencieux que le revendeur s'appropriait à mettre en circulation au niveau de toute la région, selon notre source.

L. H.

DJELIDA (AÏN DEFLA)

Suspension d'un inspecteur des douanes

Il exerçait la fonction d'inspecteur au sein de l'Inspection des Domaines de Djelida, relevant de la direction de wilaya de Aïn Defla, fonction qu'il occupait depuis sa promotion à ce grade en 2012.

Le sus-nommé vient d'être frappé par une décision de suspension, à titre conservatoire, pour s'être livré à un cumul de fonctions d'inspecteur des Domaines tout en menant un nombre important de transactions foncières, achat et vente de lots de terrains de différentes superficies, dans les communes de Djelida, Aïn Soltane et Bir-Ould-Khelifa, terrains qu'il achetait ou qui lui étaient attribués par «donations», en plus des transactions immobilières de 4 appartements notamment 3, situés à Khemis-Miliana, Hay-Boutane et un 4<sup>e</sup> à Aïn-Soltane. C'est ce que viennent de révéler des sources dignes de foi.

Selon ces sources, ce fonctionnaire s'était fait délivrer en plus une carte de fellah inscrite sous le N°8 938, établie par la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Aïn Defla

Ce cumul de fonctions constitue, indique-t-on, une faute caractérisée par le 4<sup>e</sup> degré comme le stipulent les articles 45 et 181 de l'ordonnance N°06/03 du 15/7/2006 portant statut général de la Fonction publique.

Toujours selon nos sources, tous les actes d'achats et de donations établis sont au profit de l'inspecteur qui vient d'être suspendu ainsi que les actes de ventes validés par lui-même.

On ajoute que ce fonctionnaire s'était opposé catégoriquement à un projet d'utilité publique concernant le raccordement au réseau de gaz naturel au profit des habitants de ladite localité située à Djelida et ce, malgré de nombreuses sollicitations formulées par les services concernés, générant ainsi un retard important dans la réalisation du raccordement, privant ainsi une population de bénéficier du gaz naturel.

La mesure de suspension prononcée reste une mesure conservatoire, en attendant la décision de la Justice auprès de laquelle une plainte a été introduite.

Karim O.